



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Paris le 8 février 2022

N°2002

COMMUNIQUE DE PRESSE

Scale-up Europe : mobilisation pour faire accélérer la tech européenne

Le 8 février 2022, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances de la Relance et **Cédric O**, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques ainsi que les commissaires européens **Mariya Gabriel** et **Thierry Breton**, ont participé à la seconde journée de la **conférence ministérielle sur la souveraineté du numérique consacrée à l'initiative Scale-up Europe**.

L'initiative « Scale-Up Europe » lancée par le Président de la République en mars 2021, en lien avec la Commission européenne et les autres États membres, réunit un groupe de plus de 300 fondateurs de start-up et de scale-up, investisseurs, chercheurs, grands groupes, avec l'objectif ambitieux de créer plus de 10 géants technologiques valorisés à plus de 100 Md€ au sein de l'Union européenne avant 2030.

Les entreprises technologiques en forte croissance, *start-ups* et *scale-ups*, ont en effet un rôle moteur à jouer pour assurer le futur économique, social, environnemental de l'Europe, sa compétitivité internationale et la réduction de ses dépendances technologiques.

Ces entreprises ont connu une très forte croissance en 2021, avec une multiplication par trois des sommes levées depuis 2020 et une explosion du nombre de licornes. Il s'agit désormais d'amplifier cet essor et de positionner l'écosystème de startups européen au premier rang sur la scène internationale en activant l'ensemble des leviers financiers et des politiques publiques.

Conformément aux travaux effectués dans le cadre de l'initiative « Scale-Up Europe » et aux engagements pris dans le cadre de la déclaration de « Startup Nations Standards » signée par 26 États-membres dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, trois leviers ont été identifiés pour développer ces entreprises. Ces leviers ont fait l'objet de discussions entre les membres de Scale-up Europe et les dirigeants politiques européens à l'occasion de la conférence du 8 février. Plusieurs avancées concrètes ont été annoncées à cette occasion mettant ainsi en œuvre des



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

recommandations présentées au Président de la République lors du premier événement Scale-up Europe en juin 2021 :

1. Financer les derniers stades de développement des *scale-ups* pour soutenir l'émergence des entreprises de rang mondial de demain

L'Europe manque de fonds d'une taille suffisante pour répondre aux besoins de financement des start-ups en phase de croissance, du fait d'une moindre mobilisation des investisseurs institutionnels sur ce segment. La capacité des *start-ups* à grandir et passer à l'échelle internationale est ralentie, sauf à recourir à des financements extra-européens qui peuvent remettre en cause le centre de gravité européen des sociétés ou à se faire racheter. Pour remédier à cette situation, Bruno Le Maire, Ministre français de l'Economie, des Finances et de la Relance, Christian Lindner, ministre fédéral allemand des Finances, Robert Habeck, ministre fédéral allemand des Affaires économiques et du Climat, et Werner Hoyer, Président du Groupe Banque Européenne d'Investissement, ont présenté une **initiative visant à accroître les capacités des fonds européens de capital-risque pour financer les dernières étapes de développement des start-up et scale-ups européennes grâce à la création d'un fonds de fonds, dont la gestion sera confiée au Fonds Européen d'Investissement (FEI), et à la mobilisation des banques publiques nationales.**

Dans la lignée de l'initiative Tibi au niveau français, ce mécanisme européen vise à faire émerger 10 à 20 fonds européens de plus de 1 Md€ pour accélérer la croissance des licornes et des champions de la tech. La France et l'Allemagne se sont engagées à contribuer chacune à hauteur de 1 Md€, ainsi que la BEI, jusqu'à 500 M€, par une contribution en capital au fonds de fonds européen et des financements directs, au cas par cas, à des entreprises soutenues par l'initiative. Cette contribution pourra être complétée au fur et à mesure du déploiement de l'initiative.

La France, le Danemark et la Grèce se sont également engagés à hauteur de plus de 1 Md€ au total via leurs banques publiques d'investissement (dont 500 M EUR via Bpifrance/4 Mds DKK via le Vaekstfonden et 100 et 200 M EUR via la Banque hellénique de développement), afin de répondre à ce même besoin dans le cadre d'une gouvernance commune avec le FEI et en cohérence avec les travaux qui seront conduits sur le sujet par l'European Start-up Nations Alliance (ESNA). **Au total, c'est d'ores et déjà plus de 3,5 Md€ qui vont être mobilisés pour améliorer le financement des scale-ups européennes.** 18 Etats membres – la France, la Bulgarie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède ont soutenu publiquement cette initiative dans le cadre d'une déclaration conjointe.

2. Faire de l'Europe la terre des talents technologiques

L'accès aux compétences clés est un déterminant majeur de la croissance de l'écosystème technologique européen, les profils internationaux constituant une ressource précieuse pour les *scale-ups*. Si de nombreux Etats membres ont déjà déployé des dispositifs pour faciliter l'attraction de ces talents (visas tech notamment), le manque de visibilité et de coordination continuent d'entraver la mobilité des talents de l'étranger vers l'Europe et au sein de l'Europe.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

C'est pourquoi plusieurs agences et organismes européens en charge de l'attractivité et de la rétention des talents s'engagent à travailler à la facilitation des procédures administratives et l'arrivée des talents étrangers sur le sol européen, afin notamment d'**établir un service d'information / guichet unique « European Tech Talents » en collaboration avec l'European Start-Up Nations Alliance (ESNA)** lancé lors de la Présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne et conformément à la déclaration de l' « European Startup Nation Standards ». Les agences en charge de l'attraction des talents de l'Autriche (Austrian Business Agency), la Belgique (Flanders Invest & Trade, Wallonia Invest & Trade), Chypre (Invest Cyprus), l'Espagne (Red.es), l'Estonie (Estonian Business and Innovation Agency), la Finlande (Business Finland), la France (Business France), la Grèce (Entreprise Greece), l'Irlande (IDA Ireland), l'Italie (Italian Trade Agency), la Lituanie (Invest Lithuania), le Luxembourg (Luxinnovation), Malte (Malta Enterprise), la Pologne (Polish Investment and Trade Agency), le Portugal (Startup Portugal), et la République tchèque (CzechInvest) participent à l'initiative.

3. Faire émerger des entreprises européennes d'innovation de rupture de rang mondial

La commissaire Mariya Gabriel a présenté la nouvelle feuille de route du Conseil européen de l'innovation (CEI) dont un axe structurant est le renforcement du soutien aux *scale-ups*. Cela passe d'une part par la **capacité accrue du CEI à soutenir financièrement les projets** (plafonds d'investissements pouvant excéder 15 M€ d'euros) afin de donner toutes les chances aux entreprises de rupture européennes de s'affirmer sur la scène mondiale et, d'autre part, par le lancement du **projet « EIC Scale Up 100 » qui vise à sélectionner entreprises prometteuses en matière d'innovation de rupture** pour mieux accompagner leur développement.

[Déclaration conjointe sur l'initiative européenne Scale-Up](#)

[Déclaration sur les talents](#)

[Déclaration du groupe Banque européenne d'Investissement](#)

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire : 01 53 18 41 13- presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Cédric O: 01.53.18.43.10 – presse@numerique.gouv.fr